

Gilles LEPROUST, maire d'Allonnes (72)
Contribution au débat préparatoire au congrès
A propos des villes et quartiers populaires

Ayant toujours vécu dans un quartier ou une ville populaire, je perçois les changements profonds opérés dans ces territoires. Au-delà des choix politiques des équipes municipales, partout ces endroits se sont paupérisés aussi bien d'un point de vue financier qu'associatif ou politique.

L'explosion du chômage, de la précarité, les politiques du logement menées ces dernières décennies, ont eu comme conséquence une ghettoïsation de ces secteurs.

Cela s'est traduit entre autres par l'affaiblissement, pour ne pas dire parfois la disparition, d'associations produisant de l'éducation populaire et de notre organisation politique. Election après élection, l'abstention et le vote FN (sur le dos souvent de la droite) ont explosé.

Pour notre part, nous avons vécu un affaiblissement aussi bien organisationnel qu'électoral, les deux étant d'ailleurs liés. Là où l'organisationnel a un peu résisté, nous avons conservé des points d'ancrage conséquents.

Pour revenir sur la période plus contemporaine, les quartiers, les villes populaires, ont apporté à François HOLLANDE, ses résultats les plus importants (Allonnes 72 % des voix !).

Depuis les engagements non tenus, le sentiment d'abandon amplifié se traduit par des résultats difficiles pour les forces progressistes que chacun connaît.

Face à ce constat « morose », quelles conséquences en tirer ? Quelles pistes ouvrir ?

Il me semble tout d'abord que nous aurions tort de considérer que les habitants de ces territoires se désintéressent de la politique. Oui, ils rejettent largement la classe politique (et souvent ils nous mettent « dans le même sac » que les autres), comme ils rejettent les formes « anciennes à leurs yeux » des organisations de défense des locataires, des parents d'élèves (à Allonnes, à ce jour, plus une seule association FCPE en maternelle et primaire, des adhérents en petit nombre pour la CNL...). De même, peu s'investissent dans les bureaux d'associations sportives.

Faire ce constat signifie-t-il que ces quartiers et villes sont un vide sidéral ? Je ne le pense pas car, parallèlement, des associations à objet très limité se créent, des organisations informelles se forment via les réseaux sociaux, des débats parfois très politiques se développent... Et souvent nous en sommes absents !

Dans le même temps, je constate que nous avons de plus en plus de mal localement (même lorsque nous sommes en responsabilité dans la commune) à résister aux tendances nationales. Cela doit nous réinterroger sur ce qu'est devenu « le communisme municipal ».

Les populations ont beaucoup évolué, le « turnover » est important. Cela a notamment comme conséquence de relativiser nos actions innovantes, progressistes, et de les rendre au plus grand nombre comme normales.

Par exemple, dans la ville d'Allonnes, la médiathèque est gratuite, c'est le seul cas en Sarthe. Pour les habitants, c'est normal.

Pour les acteurs associatifs, toutes les mises à disposition d'équipements ou de matériels sont gratuites, c'est normal.

A contrario, des engagements forts de solidarité internationale, comme par exemple le soutien au peuple palestinien, sont vécus par nombre d'habitants comme du gâchis, ne servant à rien, pire « pourquoi s'occuper de ces gens-là alors que, pour nous, vous ne faites rien ».

Tout cela m'interroge beaucoup et pourrait nous conduire à nous « réfugier » dans la gestion pure et dure. Je ne pense pas que cela soit la solution.

Il me semble que la question du projet, du sens que nous voulons donner à nos combats, en un mot l'exigence de refaire de la politique dans ces territoires, de mener le débat idéologique, est indispensable.

Mais le faire en mettant au cœur le peuple, et donc ses contradictions, est indispensable. Pour ne pas développer cet aspect, je vous renvoie vers le récent livre de Patrice Cohen Seat « Peuple ! ». Je m'y retrouve pleinement.

D'autre part, nous avons à mener des campagnes sur l'égalité. Nous abordons plus souvent les thématiques de liberté, de fraternité, de laïcité. Il faut le faire, mais les habitants de ces quartiers et villes populaires souffrent d'inégalités insupportables, en augmentation permanente.

Porter l'étendard de l'égalité (qui n'est pas l'égalitarisme) me semble à la fois un combat moderne, mais surtout un combat capable de fédérer de nombreux citoyens de ces territoires.

Retraçons le concept de services publics. Cette question ne peut-être limitée à leur seule défense. Nous avons aussi à être plus offensifs en inscrivant ces batailles dans la durée. Une grande limite de nos diverses campagnes dites « nationales » ces dernières années réside dans leur caractère éphémère et leur éparpillement. Ayons du courage et de la suite dans nos idées et dans nos initiatives.

Cela peut nous permettre de déjouer les pièges tendus par les libéraux qui nous ont anesthésiés avec leurs concepts, qui ont accolé à l'égalité le mot « chance » avec leur « égalité des chances ».

On voit les ravages que cela produit. N'acceptons pas que la vie de nos concitoyens soit comparée à une loterie. Nos vies valent plus que leurs profits.

Faire du combat pour l'égalité la porte d'entrée d'une refondation du communisme municipal, me semble offrir des perspectives positives.

A nous, avec les citoyens, avec le peuple, d'y mettre des contenus sur les questions de l'emploi, du logement, de la santé et de l'accès à tous les droits... Ainsi, nous recréerons de l'espoir, nous donnerons du futur une vision positive, nous créerons les conditions d'un rassemblement le plus large.

Les habitants des quartiers et des villes populaires attendent du concret dans leur vie quotidienne mais également du respect, de la dignité et de l'égalité. Soyons celles et ceux qui portent ces aspirations et ne ratons pas ce rendez-vous !